



Conférence conjointe CE-HCCH sur la Protection transfrontière des adultes vulnérables

Bruxelles, du 5 au 7 décembre 2018

Conclusions et Recommandations

Du 5 au 7 décembre 2018, lors d'une conférence organisée conjointement par la Commission européenne et la Conférence de La Haye de droit international privé (ci-après, la « HCCH »), des experts d'Allemagne, d'Arabie saoudite, d'Argentine, d'Australie, d'Autriche, de Belgique, de Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chine (RAS de Hong Kong), de Chypre, d'Estonie, de Finlande, de France, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de Hongrie, d'Irlande, d'Italie, de Lettonie, de Lituanie, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro, des Pays-Bas, de Pologne, du Portugal, de République tchèque, de Roumanie, de Slovaquie, de Slovénie, de Suède, de Suisse, de Turquie, du Royaume-Uni, de Zambie, d'*AGE Platform Europe*, d'*Alzheimer's Disease International*, du Conseil Supérieur du Notariat, du Conseil des Barreaux d'Europe (CCBE), du Conseil de l'Europe, du Secrétariat Général du Conseil de l'Union Européenne, de *Dementia Alliance International*, de la Commission Européenne, du Forum européen des personnes handicapées, de l'Institut européen de droit, du Parlement européen, des Notaires d'Europe (CNUE), de l'Union Internationale du Notariat (UINL), de STEP ainsi que du Bureau Permanent de la HCCH, se sont réunis à Bruxelles (Belgique), pour discuter de la protection transfrontière des adultes vulnérables.

La conférence conjointe est parvenue aux Conclusions et Recommandations suivantes :

1. Les États qui ne sont pas encore Parties contractantes à la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes* (ci-après, la « Convention Protection des adultes de 2000 ») sont invités à évaluer la possibilité et les avantages d'en devenir Parties.

2. La Convention Protection des adultes de 2000 et la *Convention du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées* (ci-après, la « Convention NUDDPH de 2006 ») sont complémentaires. Comme indiqué dans son préambule, la Convention Protection des adultes de 2000 affirme que l'intérêt de l'adulte ainsi que le respect de sa dignité et de sa volonté doivent être des considérations primordiales.
3. Les institutions des Nations Unies concernées par la Convention NUDDPH de 2006, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et la HCCH sont invités à coopérer, en tandem avec les organisations non gouvernementales et les praticiens intéressés, en vue de mieux faire connaître, et promouvoir, la Convention Protection des adultes de 2000 et leurs travaux respectifs pour soutenir la mise en œuvre et le fonctionnement de cette Convention.
4. Il a été relevé que la mise en œuvre de la Convention Protection des adultes de 2000 peut être entreprise sur la base d'efforts et de ressources raisonnables. Les États ayant mis en œuvre la Convention sont invités à partager leur expérience avec les autres États intéressés.
5. Un certain nombre d'États ont fait part de leur précieuse expérience de la réforme de leur cadre législatif concernant les adultes vulnérables ; ces réformes législatives ont souvent été menées en parallèle avec la mise en œuvre de la Convention Protection des adultes de 2000.
6. Tout en soulignant l'utilité pratique de la Convention Protection des adultes de 2000 en général, certaines Parties contractantes ont également mentionné que d'autres améliorations pratiques, en particulier en ce qui concerne le caractère exécutoire des mesures, seraient les bienvenues (par exemple, des guides de bonnes pratiques, des formulaires modèles et les communications judiciaires directes).
7. Il a été noté qu'un certain nombre d'États ont mis en place des institutions de tutelle ou de curatelle fondées sur des mécanismes d'« aide à la décision ».
8. Les mesures transfrontières que l'État chargé de l'exécution considère comme non conformes à la Convention NUDDPH de 2006 pourraient faire l'objet d'une adaptation en vertu de la législation de cet État (art. 13 et 14 de la Convention Protection des adultes de 2000) pour faire en sorte que les situations internationales soient traitées d'une manière similaire aux situations nationales.
9. La transportabilité transfrontière des mesures prises dans le cadre de la Convention Protection des adultes de 2000 serait améliorée par l'élaboration d'un Profil d'État public pour chaque Partie contractante fournissant, par exemple, des

informations sur la nature, les exigences de fond et de forme de ces mesures, ainsi que les conditions de leur entrée en vigueur.

10. L'élaboration d'un Profil d'État public dans le cadre de la Convention Protection des adultes de 2000 contribuerait également à l'instauration d'une confiance mutuelle entre les acteurs, y compris les autorités compétentes des différentes Parties contractantes.
11. La transportabilité transfrontière des mesures et des pouvoirs de représentation confirmés dans le cadre de la Convention Protection des adultes de 2000 peut être facilitée par l'utilisation du certificat recommandé en vertu de l'article 38 indiquant la qualité et les pouvoirs conférés à la personne à laquelle l'adulte vulnérable est confié.
12. La transportabilité transfrontière des pouvoirs de représentation pourrait être améliorée, par exemple, par l'élaboration et l'utilisation de formulaires modèles (ou de dispositions types), de modèles de certificats de pouvoir de représentation et d'accès aux registres électroniques pour vérifier leur authenticité et leur intégrité, comme établies par les autorités compétentes. Il a été indiqué qu'un certain nombre de certificats modèles de pouvoir de représentation ont été élaborés au fil des ans.
13. Il a en outre été noté que des systèmes de registre électronique avaient été mis au point en vue d'aider les tiers, tels que les institutions financières, d'assurance et médicales, à vérifier l'authenticité et l'intégrité des pouvoirs de représentation ainsi que, dans certains cas, leur entrée en vigueur.
14. Le potentiel des communications judiciaires directes dans le contexte des adultes vulnérables a été souligné.
15. La possibilité d'élaborer des normes juridiques complémentaires, par exemple en ce qui concerne l'autonomie des parties, a été examinée, étant entendu qu'elle devrait apporter une réelle valeur ajoutée et contribuer au fonctionnement de la Convention Protection des adultes de 2000.
16. Un soutien a été exprimé en faveur du projet du Bureau Permanent (c'est-à-dire du Secrétariat de la HCCH) de demander l'approbation de son organe directeur, le Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence, pour commencer à planifier et organiser une première réunion d'une Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Protection des adultes de 2000, par exemple en développant un questionnaire adressé aux Parties contractantes et non contractantes.

17. Les participants ont exprimé le souhait de tenir régulièrement à l'avenir des réunions semblables à celle qui a eu lieu.